

## Message au Conseil européen

adopté par le Conseil Central (Paris - 3 juin 2005)

Le Conseil Central de la Ligue Européenne de Coopération Économique, réuni le 3 juin à Paris, ayant examiné la situation actuelle du processus de ratification ainsi que l'incidence possible du vote négatif de la France et des Pays Bas dans le referendum sur le Traité Constitutionnel:

- ◇ **rappelle** que ce Traité a déjà été ratifié par dix pays membres, représentant plus de la moitié de la population de l'Union;
- ◇ **déplore** le coup d'arrêt que représente, de la part de deux pays, le rejet d'un Traité qui, bien que résultant d'un compromis laborieusement obtenu au sein de la Convention, est porteur de progrès importants dans de nombreux domaines;
- ◇ **constate** que le débat démocratique autour de ce Traité n'a pas été suffisamment concentré sur ses avancées et a été détourné de son objet par de nombreux facteurs et procès d'intention;
- ◇ **s'inquiète** des conséquences négatives d'un tel choix pour l'avenir de l'Union européenne: retour au Traité de Nice et aux règles de triple majorité qu'il requiert pour les décisions; triomphe d'une conception minimaliste de l'Europe; difficulté accrue de mise en place des coopérations renforcées; incapacité pour l'Europe d'assumer son rôle sur la scène mondiale;
- ◇ **souhaite** que le processus de ratification du Traité soit poursuivi jusqu'à son terme dans tous les pays et qu'entre-temps le Conseil Européen examine la situation créée par le choix des différents pays et propose des solutions permettant de préserver les acquis essentiels de la Convention;
- ◇ **insiste** pour que les chefs d'État et de gouvernement des pays membres prennent leurs responsabilités pour définir et défendre plus clairement l'intérêt des citoyens européens et le fassent accepter par leurs opinions publiques;
- ◇ **entend poursuivre** ses efforts dans cette direction et, en liaison et coopération avec les associations et les mouvements qui s'attachent à promouvoir l'approfondissement de la dimension politique et institutionnelle dont l'Union européenne a besoin, proposer des solutions pour rendre l'action européenne plus proche et plus attrayante pour les citoyens.

- - - - -